

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

TROISIEME TRIMESTRE 2017

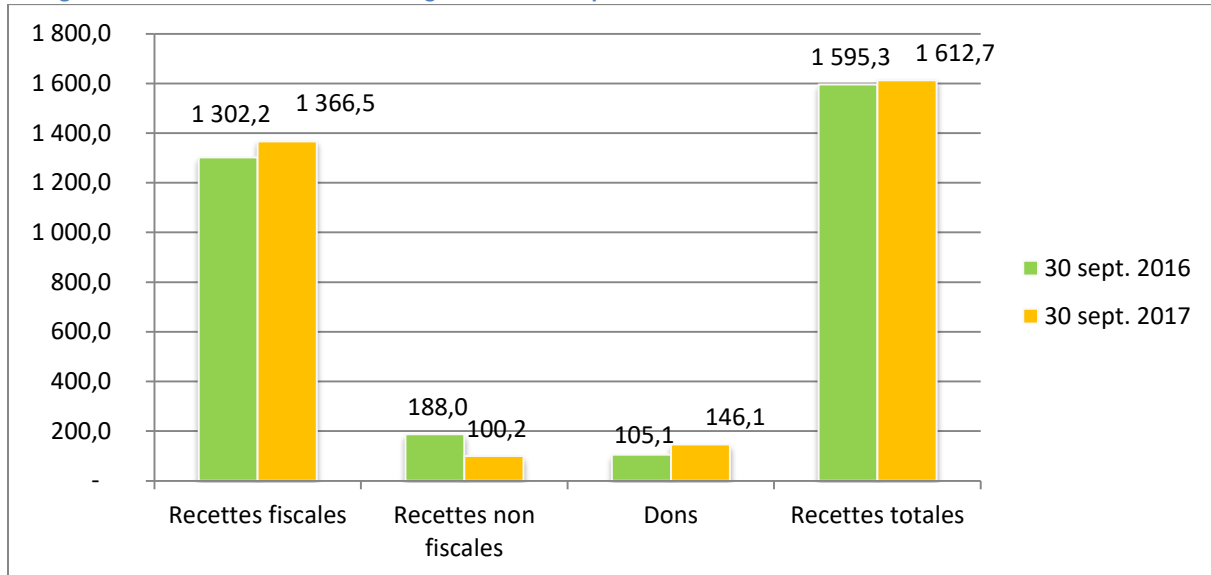
Novembre 2017

www.dgf.finances.gouv.sn

I. LES RESSOURCES DU BUDGET

Au 30 septembre 2017, le niveau global de recouvrement des recettes budgétaires (recettes et dons) s'élève à 1 612,7 milliards FCFA. Ces ressources sont composées pour l'essentiel de recettes fiscales à hauteur de 1 302,2 milliards (soit 84,7% des recettes), des recettes non fiscales (revenus de la propriété, ventes de biens et services, etc.) pour 100,2 milliards (6,2%) et les dons pour 146,1 milliards (9,1%).

Figure 1 : Situation des ressources budgétaires au 30 septembre 2017



Comparé à la même période de 2016, le niveau de mobilisation des recettes (fiscales, non fiscales et dons budgétaires) a globalement augmenté de 17,5 milliards. Cette hausse est imputable aux recettes fiscales et aux dons qui ont progressé respectivement de 64,3 et 40,9 milliards.

La hausse des recettes fiscales est portée par les efforts entrepris en matière de recouvrement d'impôts sur les sociétés (+87,38 milliards), de TVA (+58,028 milliards) et de droits de porte (+22,80 milliards). Ces performances ont été atténuées par la baisse des recettes du fonds de sécurisation des importations de produits pétroliers (FSIPP) dont les recouvrements continuent d'enregistrer des diminutions de plus en plus importantes par rapport à 2016 (-59,4 milliards au premier semestre et -72,4 milliards au 30 septembre 2017).

Concernant les recettes non fiscales, elles ont connu un repli de -87,8 milliards à fin septembre 2017 comparativement à la même période de l'année précédente. Cette situation est consécutive aux mobilisations importantes de ressources exceptionnelles réalisées au cours du troisième trimestre de 2016 en liaison avec l'attribution de la licence 4G et le produit financier SWAP.

Par rapport à la loi de finances initiale, le taux de réalisation des objectifs de recettes fiscales, non fiscales et des dons se chiffre à 77,38%.

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (ressources internes)

2.1. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel, y compris celles relatives au personnel local des ambassades, se situent, au 30 septembre 2017, à **455,83** milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 77,79% du montant annuel prévisionnel de **586** milliards.

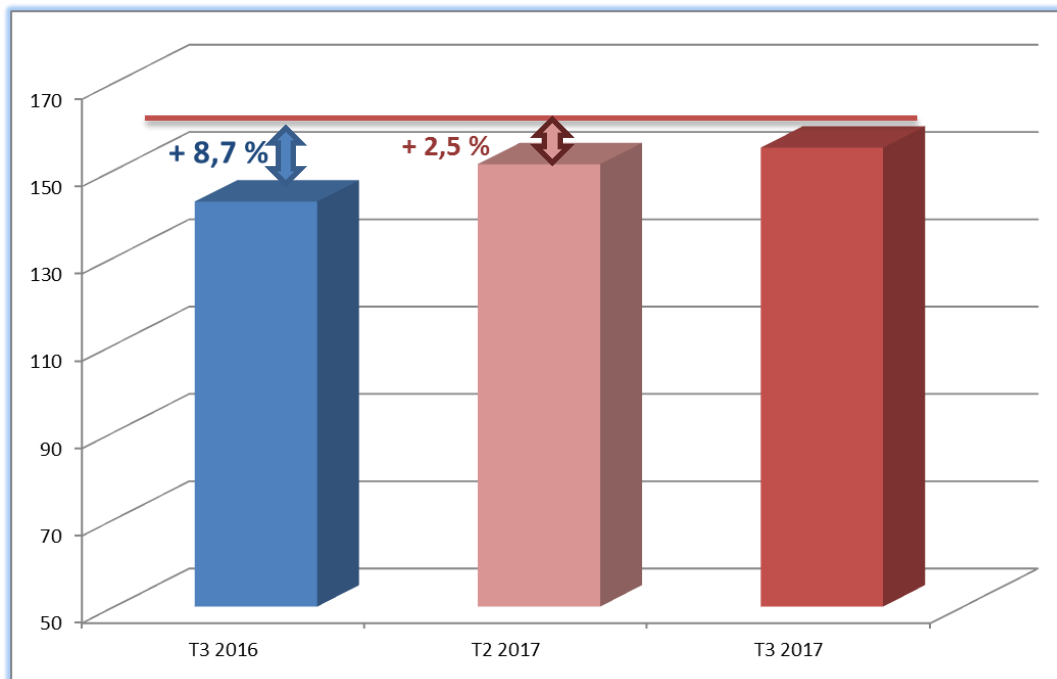
La masse salariale prend en compte les dépenses affectées au personnel local des ambassades estimées à 500 millions par mois, soit un cumul de 4,5 milliards à fin septembre 2017.

a. Situation de la masse salariale et des effectifs

Comparé au trimestre précédent, en cumul, la masse salariale a enregistré une hausse de 1,95 milliards, soit 1,3% en valeur relative. Ainsi au courant du troisième trimestre de 2017, la masse salariale est arrêtée à **155,12** milliards contre 151,33 milliards dépensés au cours du trimestre précédent, enregistrant une évolution de 2,5%.

Par rapport au troisième trimestre de l'année 2016, les dépenses de salaires ont augmenté d'un montant avoisinant 14 milliards, soit près de 10% en valeur relative.

Figure 2 : Evolutions de la masse salariale



Source : DSolde/DGB/MEFP.

La masse salariale reste dominée par le « solde de base » et les « primes et indemnités » qui, au 30 septembre 2017, représentent respectivement 40,30% et 35,50% des dépenses de salaires.

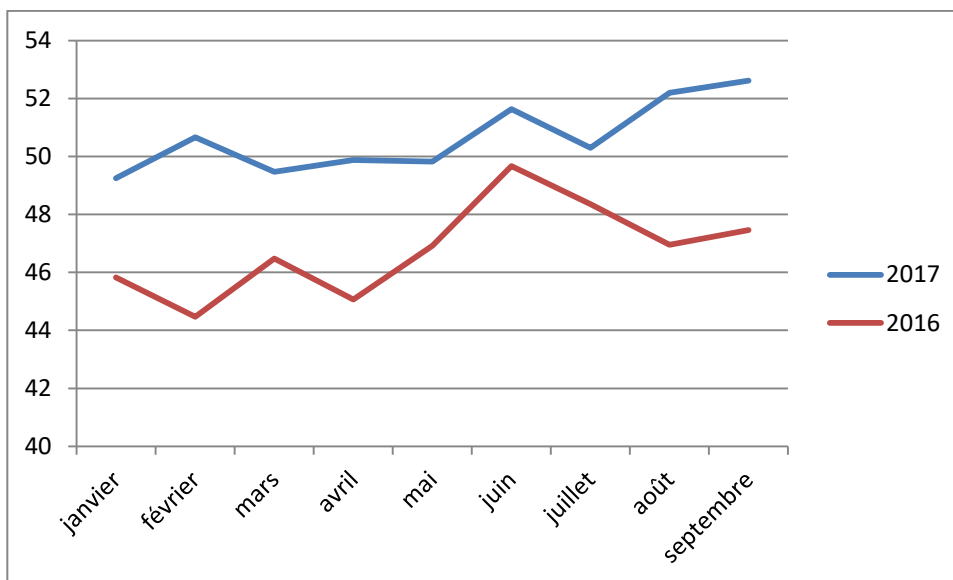
Tableau 1 : Principaux postes de paie du deuxième trimestre de 2017

Principaux postes de paie	Montant en FCFA	Part en %
Solde de base	62 552 211 000	40,30%
Primes et indemnités	55 092 965 773	35,50%
Autres éléments de salaire	37 470 643 222	24,20%
TOTAL	155 115 819 995	100,00%

Source : DSolde/DGB/MEFP.

Au cours des neuf premiers mois de 2017, la masse salariale a progressé à un rythme plus soutenu qu'en 2016. Elle a évolué en moyenne de 421,25 millions par mois, soit une augmentation de 3,37 milliards entre les mois de janvier et septembre. Alors que sur la même période en 2016, la masse salariale a augmenté en moyenne de 203,75 millions par mois, correspondant à une évolution globale de 1,63 milliards.

Figure 3 : Evolution de la masse salariale en 2016 et 2017 (avec poste local des ambassades)



Source : DSolde/DGB/MEFP.

Entre septembre 2017 et septembre 2016, les effectifs des agents de l'Etat sont en hausse de 8 046 personnes.

Tableau 2 : Evolution des effectifs des deuxièmes trimestres de 2016 et 2017

	2016			2017		
	juillet	août	septembre	juillet	août	septembre
Effectif total	115 554	115 734	116 661	123 421	124 122	124 707

Source : DSolde/DGB/MEFP.

b. Situation du Fonds national de Retraites (FNR)

Le solde cumulé du FNR reste déficitaire en se situant, à fin septembre 2017, à **-3,74 milliards**.

Tableau 3 : Situations du FNR aux premier et deuxième trimestres 2017

	Trimestre 2			Trimestre 3			TOTAL
	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	
Crédit (en milliards F CFA)	6,73	6,52	6,99	6,99	7,21	6,86	39,74
Nombre de cotisants	91 071	91 544	91 664	92 211	92 389	93 238	
Débit (en milliards F CFA)	7,46	7,51	7,49	7,49	7,54	7,55	22,46
Allocataires	65 334	65 502	65 678	65 855	66 240	66 504	
Solde du FNR	-0,73	-0,99	-0,5	-0,5	-0,33	-0,69	-3,74

Source : DSolde/DGB/MEFP.

2.2. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses courantes et dépenses en capital.

a. Les dépenses courantes

Les crédits ouverts par la loi de finances pour ces dépenses s'élèvent à 756,90 milliards FCFA.

Le taux d'engagement, est estimé à 85% à la date du 30 septembre 2017 pour un montant de 640,97 Milliards FCFA, indiquant ainsi la capacité de l'administration à passer les marchés nécessaires à son fonctionnement ainsi que les transferts nécessaires à celui des collectivités locales et du secteur parapublic.

Le montant des paiements à fin septembre 2017, s'élève à près de 567,2 milliards FCFA, soit 93% des montants liquidés.

Tableau 4 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au deuxième trimestre 2017

Titres	Prévision LFI 2017	Engagement				Liquidation			
		30/09/2016	30/09/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Engagement	30/06/2016	30/09/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Liquidation
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	343,87	283,81	281,65	- 2,16	82%	237,61	248,50	10,88	88,2%
Titre 4- Transferts courants	413,03	359,95	359,32	- 0,63	87%	357,88	359,08	1,20	99,9%
Total Dépenses courantes	756,9	643,76	640,97	5,46	85%	595,49	607,57	12,08	94,8%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

Tableau 5 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au deuxième trimestre 2017 (suite)

Titres	Prévision LFI 2017	Ordonnancement				Paiement			
		30/09/2016	30/09/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Ordonnancement	30/06/2016	30/09/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Paiement
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	343,87	237,47	248,14	10,67	88%	205,91	215,94	10,03	87%
Titre 4- Transferts courants	413,03	357,88	359,08	1,20	100%	352,31	351,22	-1,09	98%
Total Dépenses courantes	756,90	595,35	607,21	5,46	95%	558,22	567,16	8,94	93%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

b. Les dépenses en capital

Les Dotations de la LFI au titre des dépenses en capital financées sur ressources internes, arrêtées à hauteur de 788,2 milliards FCFA ont évolué pour atteindre 857,56 milliards FCFA. Cette variation des dotations initiales est due aux reports de crédits non utilisés en 2016 de 50,65 milliards FCFA ainsi qu'à des actes modificatifs des dépenses pour un montant net de 18,71 milliards FCFA.

Le taux d'engagement est estimé à 68% à la date du 30 septembre 2017 pour un montant de 582,98 Milliards FCFA.

Le montant des paiements à fin septembre 2017, s'élève à près de 534,85 milliards FCFA, soit 97% des montants liquidés et qui est très en dessous, de 20 points de pourcentage, par rapport à la situation de la même période pour l'exercice 2016.

Tableau 6 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au deuxième trimestre 2017

Titres	Prévision LFI 2017	Crédits ouverts	Engagement				Liquidation			
			30/09/2016	30/09/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Engagement	30/09/2016	30/09/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Liquidation
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	205,25	75,46	89,42	95,62	6,20	54%	65,37	64,78	-0,59	68%
Titre 6- Transferts en capital	582,95	82,10	359,93	487,36	127,43	71%	359,93	487,36	127,43	100%
TOTAL Investissement	788,2	857,56	293,12	582,98	289,86	68%	270,78	552,14	281,36	95%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

Tableau 7 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au deuxième trimestre 2017 (suite)

Titres	Prévision LFI 2017	Ordonnancement				Paiement			
		30/09/2016	30/09/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Ordonnancement	30/09/2016	30/09/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Paiement
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	205,25	64,92	64,42	-0,50	99%	52,52	56,54	4,02	88%
Titre 6- Transferts en capital	582,95	359,90	487,36	127,47	100%	354,38	478,31	123,93	98%
Total Investissement	788,2	270,38	551,79	281,41	75%	252,63	534,85	282,22	97%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

III. LES RESSOURCES ET DEPENSES SPECIFIQUES

3.1. Le service de la dette et la situation des emprunts

Le service de la dette publique, qui comprend le paiement du capital et les charges, honoré au titre du troisième trimestre de l'année 2017 s'élève environ à 140,37 milliards de FCFA dont 81,96 milliards pour la dette intérieure et 58,41 milliards pour la dette extérieure qui inclut un montant de 10,87 milliards de FCFA décaissé au titre des initiatives PPTTE et IADM.

Les intérêts payés qui traduisent les charges de la dette publique s'élèvent environ à 52,89 milliards de FCFA dont 23,35 milliards sur la dette intérieure et 29,54 milliards sur la dette extérieure.

A fin septembre 2017, le service de la dette se situe à 374,32 milliards, soit une exécution de 55,0% par rapport aux prévisions de la LFI 2017.

Tableau 8 : Situation du service de la dette publique au 30 juin 2017

EXECUTION (décaissé)	Prévision LFI 2017	Cumul 2e Trim.	3e Trim.	CUMUL
TOTAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	680,06	233,95	140,37	374,32
dette intérieure en capital		151,95	58,61	210,56
charges de la dette intérieure		18,59	23,35	41,94
dette extérieure en capital		37,03	28,87	65,9
charges de la dette extérieure		26,38	29,54	55,92

Source : DDP/DGCPT/MEFP

S'agissant des émissions de titres publics, le cumul des réalisations, sur la période allant du 01 juillet au 30 septembre 2017, se chiffre à 42,510 milliards de FCFA dont 22 milliards mobilisés sous forme de bons du trésor à 1 an et 20,510 milliards en bons à 6 mois. Ces derniers (bons à 6 mois) constituent des opérations de trésorerie.

La mobilisation du montant de 22 milliards sous forme de bons à un an a permis de procéder à des opérations de rachat des titres listés ci-après. Ces opérations de rachat rentrent dans le cadre de l'allègement du service de la dette publique au titre de l'année 2018.

- Bons du trésor par adjudication n°02/2017
- Bon du trésor par adjudication n°02/2016 et ;
- Obligation du trésor 5,50% 2015-2018 n°1.

Les deux opérations réalisées au mois de septembre (bons de 6 mois et de 1 an) sont ressorties à des conditions plus favorables que celles obtenues depuis le début de l'année, soit (pour les 6 mois) un taux de 5,03% contre 5,77% et (pour les 1 an) un taux de 5,47% contre la moyenne observée de 5,93% sur cette maturité depuis le début de l'année. Cependant, malgré ces améliorations, les conditions restent moins bonnes que celles observées en 2016 (avant la mesure de relèvement des taux de la BCEAO).

3.2. Ressources externes et exécution des dépenses afférentes

Au troisième trimestre 2017, quinze (15) conventions de financement ont été conclues avec les partenaires techniques et financiers pour un montant total de 671,826 milliards F CFA.

Durant cette période, le montant total des décaissements des projets de développement financés sur ressources extérieures s'élève à 97,476 milliards francs CFA réparti en emprunts pour 86,528 milliards de francs CFA et 10,738 milliards de francs CFA en subventions.

A la date du 30 septembre 2017, on note un taux d'exécution de 97,60% par rapport aux prévisions annuelles de tirages de 437 milliards de francs CFA du Budget consolidé d'Investissement (BCI) de l'année 2017. Cette performance est consécutive aux importants décaissements, réalisés au premier trimestre 2017, des portefeuilles de certains bailleurs comme la Chine et la Banque Mondiale pour lesquels des dépassements ont même été notés par rapport aux prévisions de tirages.

Tableau 9 : Situation d'exécution des ressources extérieures au troisième trimestre 2017

Type ressources	Décaissements des trois 1 ^{er} trimestres 2017 en milliards FCFA			
	1 ^{er} trimestre 2017	2 ^e trimestre 2017	3 ^e trimestre 2017	Total
Emprunts	189,270	14,867	86,528	290,665
Subventions	19,474	29,118	87,238	135,830
Total	208,745	43,985	173,766	426,495

Source : DCFE/DGB/MEFP

Au 30 septembre 2017, sur un total décaissé en emprunts de 426,495 milliards, les tirages sur les projets d'investissement représentent un montant de 223,510 milliards, les préinvestissements 10,213 milliards et les rétrocessions sont de 56,941 milliards.

Comparativement à la même période de 2016 (362,163 milliards), le total des tirages a augmenté de 64,332 milliard francs CFA, soit 17,776 % en valeur relative.

3.3. La mobilisation des ressources du secteur parapublic

L'analyse de la mobilisation des ressources par le secteur parapublic au terme du deuxième trimestre de l'exercice 2017, porte sur un échantillon de 45 agences et structures administratives similaires ou assimilées. Ces structures cumulent un budget de 581 milliards FCFA dont près d'un tiers sont constitués de subventions de l'Etat.

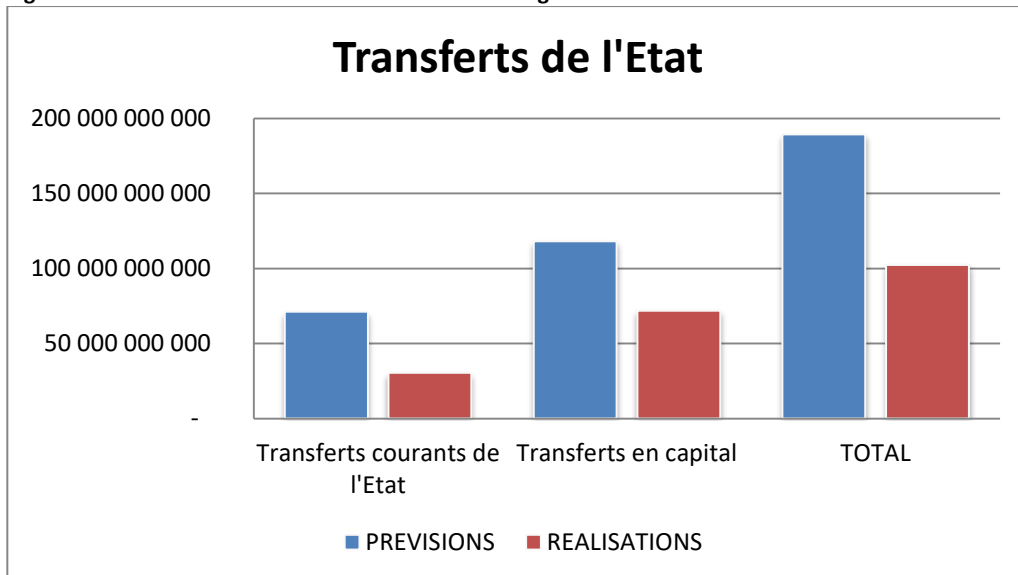
Les crédits ouverts pour le fonctionnement s'élèvent à 400,722 milliards représentant 69% des prévisions totales. Quant aux dotations prévues pour la section investissement, elles s'élèvent à 180,682 milliards FCFA, représentant 31% du budget.

Les crédits alloués à la prise en charge des dépenses de personnel représentent 13% du budget de fonctionnement et 9,65% du budget global, soit un montant de 56 milliards francs CFA.

Au terme du troisième trimestre 2017, le niveau global des ressources mobilisées se situent à 360,558 milliards soit 62 % des prévisions. Dans ces ressources, les transferts de l'Etat

(transferts courants et transferts en capital) s'élèvent à 102,217 milliards, soit 54% des prévisions.

Figure 4: Mobilisation des subventions de l'Etat aux agences et structures administratives similaires ou assimilées à fin juin 2017



Source : DSP/DGCPT/MEFP

La consommation des crédits, au cours des neuf premiers mois de 2017, ressort à 259,252 milliards, soit un taux d'absorption globale de 44,59%. Le rythme d'exécution des budgets de fonctionnement et d'investissement qui se situe respectivement à 50,18 % et 25,77 % des dotations, devrait être amélioré.

L'endettement global de ces entités est arrêté à la date du 30 septembre 2017 à 22,152 milliards francs CFA. Il se décompose ainsi qu'il suit :

- Dettes fournisseurs : 6,963 milliards
- Dettes fiscales : 14,017 milliards FCFA
- Dettes sociales : 1,171 milliards FCFA

Annexe 1 : Exécution des recettes (selon la nomenclature du MSFP 2014) au 30 septembre 2017 par institutions et ministères

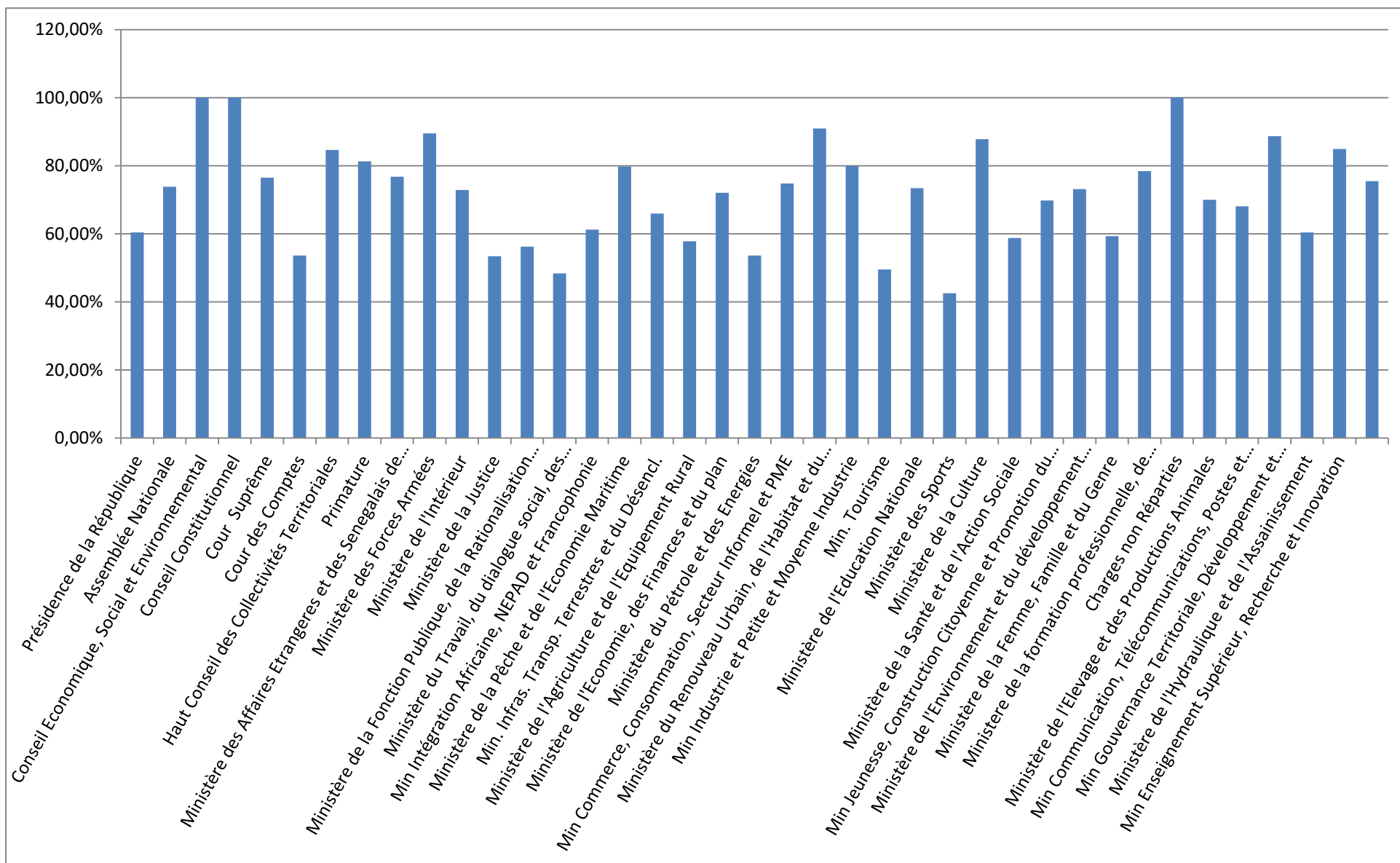
Nature de la recette	1er semestre	juillet	août	septembre	3ième trimestre	Cumul au 30 septembre
A1 RECETTES	1 073 446 433 735	183 515 101 825	175 426 547 995	180 349 368 556	539 291 018 376	1 612 737 452 111
A11 Recettes fiscales	939 433 506 234	149 124 894 365	139 634 437 804	138 316 209 198	427 075 541 367	1 366 509 047 601
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	350 449 932 936	38 146 428 601	31 343 814 992	30 060 612 056	99 550 855 649	450 000 788 585
A1111 A la charge des personnes physiques	130 724 570 988	21 757 966 356	20 687 609 601	21 027 053 660	63 472 629 617	194 197 200 605
A1112 impôts sur les Sociétés et autres entreprises	217 105 983 610	15 487 034 504	10 080 644 857	7 800 344 103	33 368 023 464	250 474 007 074
A1113 Non ventilables	2 619 378 338	901 427 741	575 560 534	1 233 214 293	2 710 202 568	5 329 580 906
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'oeuvre	7 790 810 479	1 117 581 716	949 355 561	967 555 745	3 034 493 022	10 825 303 501
A113 Impôts sur le patrimoine	19 052 205 636	2 550 892 996	2 957 168 094	2 073 963 568	7 582 024 658	26 634 230 294
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	2 123 711 745	303 961 462	213 762 281	253 753 772	771 477 515	2 895 189 260
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	16 928 493 891	2 246 931 534	2 743 405 813	1 820 209 796	6 810 547 143	23 739 041 034
A114 Impôts sur les biens et services	435 606 066 279	78 818 079 692	74 815 959 714	82 688 561 937	236 322 601 343	671 928 667 622
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	323 175 247 573	61 480 733 377	57 833 911 428	61 669 939 369	180 984 584 174	504 159 831 747
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	312 078 134 697	59 173 336 040	57 383 950 399	61 072 472 638	177 629 759 077	489 707 893 774
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	11 097 112 876	2 307 397 337	449 961 029	597 466 731	3 354 825 097	14 451 937 973
A1142 Accises	71 321 418 839	9 557 444 903	11 770 391 470	14 696 584 010	36 024 420 383	107 345 839 222
A1144 Taxes sur des services déterminés	30 983 645 587	5 502 072 096	4 381 262 826	5 520 948 498	15 404 283 420	46 387 929 007
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	10 125 754 280	2 277 829 316	830 393 990	801 090 060	3 909 313 366	14 035 067 646
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	5 865 610 124	784 801 084	830 393 990	801 090 060	2 416 285 134	8 281 895 258
A11452 Autres	4 260 144 156	1 493 028 232			1 493 028 232	5 753 172 388
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	111 196 574 547	24 566 582 887	27 160 089 735	20 400 232 299	72 126 904 921	183 323 479 468
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	108 891 069 047	24 558 979 010	26 898 420 245	20 132 962 703	71 590 361 958	180 481 431 005
A1152 Taxes à l'exportation	2 305 505 500	7 603 877	261 669 490	267 269 596	536 542 963	2 842 048 463
A116 Autres recettes fiscales	15 337 916 357	3 925 328 473	2 408 049 708	2 125 283 593	8 458 661 774	23 796 578 131
A13 Dons	58 874 036 727	27 734 660 545	27 734 660 545	31 734 660 545	87 203 981 635	146 078 018 362
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	58 874 036 727	27 734 660 545	27 734 660 545	31 734 660 545	87 203 981 635	146 078 018 362
A1311 Courants	10 282 000 000				0	10 282 000 000
A1312 En capital	48 592 036 727	27 734 660 545	27 734 660 545	31 734 660 545	87 203 981 635	135 796 018 362
A132 Reçus d'organisations internationales					0	0
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique					0	0
A14 Autres recettes	75 138 890 774	6 655 546 915	8 057 449 646	10 298 498 813	25 011 495 374	100 150 386 148
A141 Revenu de la propriété	51 811 142 083	1 698 006 451	3 171 912 072	3 713 632 818	8 583 551 341	60 394 693 424
A1411 Intérêts	315 000 000	597 781 090			597 781 090	912 781 090
A1412 Dividendes	42 300 000 000	200 000 000	200 000 000		400 000 000	42 700 000 000
A1415 Loyers	9 196 142 083	900 225 361	2 971 912 072	3 713 632 818	7 585 770 251	16 781 912 334
A142 Ventes de biens et services	4 157 082 025	807 322 557	735 319 667	634 648 088	2 177 290 312	6 334 372 337
A1422 Droits administratifs	4 150 827 025	807 322 557	734 767 667	634 136 088	2 176 226 312	6 327 053 337
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	6 255 000		552 000	512 000	1 064 000	7 319 000
A143 Amendes, pénalités et confiscation	7 900 000				0	7 900 000
A145 Recettes diverses non identifiées	19 162 766 666	4 150 217 907	4 150 217 907	5 950 217 907	14 250 653 721	33 413 420 387

Annexe 2 : Exécution des dépenses au 30 septembre 2017 par institutions et ministères

Ministère ou Institution	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Taux de paiement (6/5)
Présidence de la République	62 891 761 000	82 455 821 000	49 774 948 721	60,37%	49 187 848 254	49 057 211 106	49 006 689 841	99,9%
Assemblée Nationale	14 134 506 000	14 334 506 000	10 585 400 000	73,85%	10 585 400 000	10 585 400 000	10 585 400 000	100,0%
Conseil Economique, Social et Environnemental	6 302 087 000	6 302 087 000	6 302 087 000	100,00%	6 302 087 000	6 302 087 000	6 302 087 000	100,0%
Conseil Constitutionnel	792 730 000	792 730 000	792 730 000	100,00%	792 730 000	792 730 000	792 730 000	100,0%
Cour Suprême	771 063 000	821 063 000	628 297 250	76,52%	628 297 250	628 297 250	628 297 250	100,0%
Cour des Comptes	3 336 884 000	3 336 884 000	1 790 163 000	53,65%	1 790 163 000	1 790 163 000	1 790 163 000	100,0%
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	6 500 000 000	6 500 000 000	5 500 000 000	84,62%	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	100,0%
Primature	34 473 689 000	37 788 689 000	30 719 345 523	81,29%	30 327 706 656	30 196 773 888	30 111 342 910	99,7%
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	37 992 821 000	38 741 157 654	29 748 940 880	76,79%	8 310 933 174	8 172 777 665	7 435 426 606	91,0%
Ministère des Forces Armées	88 550 516 000	89 873 335 612	80 445 904 896	89,51%	79 743 578 415	79 270 000 210	75 003 459 781	94,6%
Ministère de l'Intérieur	82 940 007 000	94 889 601 612	69 160 939 300	72,89%	61 688 335 131	60 344 814 162	54 378 279 282	90,1%
Ministère de la Justice	16 078 745 000	18 472 083 809	9 872 921 179	53,45%	7 996 036 645	7 673 519 238	7 335 701 706	95,6%
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	1 387 789 000	1 387 789 000	780 512 556	56,24%	673 863 572	656 248 539	635 613 385	96,9%
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	2 215 770 000	2 590 770 000	1 251 697 271	48,31%	1 124 166 734	1 098 558 968	1 088 268 199	99,1%
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	1 270 000 000	1 270 000 000	777 822 203	61,25%	741 211 716	728 059 386	654 587 863	89,9%
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	15 247 279 000	14 247 279 000	11 364 774 423	79,77%	10 770 285 860	9 749 325 076	9 637 402 834	98,9%
Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	132 791 484 000	141 430 654 413	93 278 567 691	65,95%	93 260 060 325	92 923 143 238	92 886 542 788	100,0%
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	71 307 209 000	74 352 263 778	42 950 231 637	57,77%	41 842 270 443	40 346 504 131	38 510 764 086	95,5%
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	86 813 610 000	125 383 989 672	90 344 875 561	72,05%	85 476 710 870	83 766 829 125	79 744 164 078	95,2%
Ministère du Pétrole et des Energies	36 845 215 000	34 273 715 000	18 387 637 480	53,65%	18 283 002 030	18 235 602 210	18 220 610 277	99,9%
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	6 240 542 000	7 088 864 919	5 302 634 502	74,80%	5 023 738 861	4 999 474 026	4 987 876 444	99,8%
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	66 728 571 000	73 626 071 000	66 953 785 740	90,94%	66 382 288 901	66 218 894 838	66 135 814 299	99,9%

Ministère ou Institution	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Taux de paiement (6/5)
Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	4 040 148 000	5 365 148 000	4 287 982 395	79,92%	4 252 621 643	4 207 914 971	4 168 027 335	99,1%
Min. Tourisme	23 651 099 000	24 010 099 000	11 883 827 585	49,50%	11 713 289 157	11 698 087 598	11 613 936 634	99,3%
Ministère de l'Education Nationale	111 712 555 000	111 712 555 000	82 036 037 649	73,43%	77 369 822 684	73 077 232 287	63 444 828 197	86,8%
Ministère des Sports	14 467 552 000	16 136 552 000	6 863 220 382	42,53%	6 346 016 245	6 327 229 137	6 024 554 262	95,2%
Ministère de la Culture	19 763 134 000	26 025 394 561	22 854 009 255	87,81%	22 183 883 305	22 061 748 411	21 988 967 583	99,7%
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	89 593 342 000	80 634 968 424	47 367 022 802	58,74%	39 461 226 504	38 815 083 789	35 659 141 884	91,9%
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	13 416 109 000	13 308 109 000	9 283 212 480	69,76%	9 152 128 182	9 093 216 921	9 068 090 870	99,7%
Ministère de l'Environnement et du développement durable	11 387 985 000	11 922 234 498	8 719 808 134	73,14%	7 708 781 069	7 320 925 789	7 067 140 080	96,5%
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	8 040 900 000	8 516 388 000	5 052 626 266	59,33%	4 649 806 887	4 595 543 365	4 517 084 236	98,3%
Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	15 951 120 000	17 230 120 000	13 511 108 913	78,42%	11 334 346 423	10 355 601 989	10 031 774 408	96,9%
Charges non Réparties	175 062 897 000	147 235 615 971	147 318 829 779	100,06%	146 897 381 359	141 992 861 873	138 039 327 369	97,2%
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	8 363 693 000	8 378 693 000	5 865 589 221	70,01%	4 380 391 491	2 780 526 086	2 734 638 725	98,3%
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	2 865 456 000	2 865 456 000	1 949 983 345	68,05%	1 584 549 275	1 433 958 476	1 433 958 476	100,0%
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	76 346 741 000	78 640 746 405	69 734 969 984	88,68%	69 665 810 158	69 638 594 089	69 612 365 783	100,0%
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	32 475 754 000	36 386 230 806	21 974 548 341	60,39%	20 240 254 036	19 733 874 723	19 648 767 583	99,6%
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	152 649 393 000	154 441 393 000	131 158 846 289	84,92%	129 155 302 201	129 063 516 901	128 429 587 401	99,5%

Annexe 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 septembre 2017



Annexe 4 : Situation des actes modificatifs de l'affectation des crédits au 30 septembre 2017

Date acte	Libelle Section	Libelle titre	Libelle acte	Dotation initiale	Montant acte
juillet	Ministère des Forces Armées	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	28 271 390 000	76 000 000
	Ministère de l'Intérieur	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	12 955 000 000	0
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	12 790 670 000	0
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	222 500 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-76 000 000
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-297 500 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	25 188 000 000	75 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	0
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	23 419 615 000	50 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	12 790 670 000	85 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	70 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	49 746 560 000	50 000 000
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	5 651 000 000	0
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-135 000 000
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-120 000 000
	Présidence de la République	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	20 110 277 000	165 000 000
	Ministère de la Justice	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	7 810 983 000	400 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-565 000 000
	Ministère de l'Intérieur	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	12 955 000 000	0
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	3 508 000 000	0
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	12 790 670 000	100 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	0
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	7 675 537 000	0
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-100 000 000
	Ministère de la Justice	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	7 810 983 000	45 000 000
	Ministère de la Justice	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	2 324 762 000	50 000 000
	Ministère de la Justice	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	5 443 000 000	5 000 000
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	3 508 000 000	0
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	39 857 000 000	50 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	12 790 670 000	0
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	0
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	2 809 728 000	50 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-145 000 000

Date acte	Libelle Section	Libelle titre	Libelle acte	Dotations initiales	Montant acte
juillet	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-55 000 000
	Présidence de la République	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	20 110 277 000	900 000 000
	Présidence de la République	Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	33 370 000 000	1 000 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	23 419 615 000	0
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	2 160 000 000	0
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	3 508 000 000	0
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	0
	Ministère de la Culture	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	9 900 266 000	0
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	33 387 000 000	0
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	5 651 000 000	50 000 000
	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	5 339 640 000	0
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-900 000 000
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-1 065 000 000
	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	3 147 000 000	15 000 000
	Présidence de la République	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	20 110 277 000	90 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	23 419 615 000	10 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-100 000 000
	Primature	Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	23 750 000 000	100 000 000
	Ministère de l'Intérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	14 623 136 000	50 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	39 265 805 000	300 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-350 000 000
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-100 000 000
	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	3 147 000 000	0
	Ministère des Forces Armées	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	28 271 390 000	250 000 000
	Ministère de l'Intérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	14 623 136 000	150 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	12 790 670 000	35 900 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	7 675 537 000	5 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	9 265 000 000	20 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-690 900 000
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-20 000 000
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	123 456 421 000	250 000 000	
Août	Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	2 225 000 000	46 000 000
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-46 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Transfert en capital	Arrêté d'annulation de crédits	3 300 000 000	-500 000 000

Date acte	Libelle Section	Libelle titre	Libelle acte	Dotations initiales	Montant acte
Août	Ministère de l'Intérieur	Transfert en capital	Arrêté d'annulation de crédits	37 026 000 000	-5 774 200 000
	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Transfert en capital	Arrêté d'annulation de crédits	8 610 000 000	-1 000 000 000
	Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement	Investissements exécutés par l'état	Arrêté d'annulation de crédits	2 225 000 000	-440 172 190
	Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement	Transfert en capital	Arrêté d'annulation de crédits	124 625 000 000	-2 950 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	12 790 670 000	0
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Transfert en capital	Décret d'avances	49 746 560 000	15 026 645 250
	Ministère du Pétrole et des Energies	Dépenses de fonctionnement	Arrêté d'annulation de crédits	1 767 534 000	-1 524 000 000
	Ministère du Pétrole et des Energies	Transferts courants	Arrêté d'annulation de crédits	2 304 681 000	-750 000 000
	Ministère du Pétrole et des Energies	Transfert en capital	Arrêté d'annulation de crédits	29 313 000 000	-547 500 000
	Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	565 000 000	0
	Ministère des Sports	Investissements exécutés par l'état	Arrêté d'annulation de crédits	9 874 000 000	-1 000 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Dépenses de fonctionnement	Décret d'avances	7 675 537 000	1 165 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements exécutés par l'état	Arrêté d'annulation de crédits	33 387 000 000	-14 405 773 060
	Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	Transfert en capital	Arrêté d'annulation de crédits	10 525 000 000	-150 000 000
	Ministère de la Femme, Famille et du Genre	Investissements exécutés par l'état	Arrêté d'annulation de crédits	2 946 168 000	-150 000 000
	Charges non Réparties	Transfert en capital	Décret d'avances	9 200 000 000	13 000 000 000
	Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	Transferts courants	Décret d'avances	123 456 421 000	2 000 000 000
	Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	Transfert en capital	Arrêté d'annulation de crédits	21 250 000 000	-2 000 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	650 000 000
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-650 000 000
	Présidence de la République	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	9 321 484 000	0
	Présidence de la République	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	20 110 277 000	500 000 000
	Assemblée Nationale	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	13 634 506 000	200 000 000
	Primature	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	650 000 000	50 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	23 419 615 000	0
	Ministère des Forces Armées	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	28 271 390 000	75 000 000
	Ministère des Forces Armées	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	2 979 687 000	91 000 000
	Ministère de l'Intérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	14 623 136 000	200 000 000
	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	696 600 000	25 000 000
	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	1 015 000 000	50 000 000
Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	2 225 000 000	0	
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	1 335 061 000	15 000 000	
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	26 607 148 000	25 000 000	

Date acte	Libelle Section	Libelle titre	Libelle acte	Dotations initiales	Montant acte
Août	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	3 508 000 000	45 000 000
	Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	12 790 670 000	28 513 000
	Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	49 489 200
	Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	49 746 560 000	50 000 000
	Ministère des Sports	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	3 593 277 000	300 000 000
	Ministère des Sports	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	500 275 000	25 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	7 675 537 000	20 000 000
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	5 651 000 000	0
	Ministère de la Femme, Famille et du Genre	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	2 946 168 000	75 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-1 546 513 000
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-319 489 200
	Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	123 456 421 000	42 000 000
	Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	0
	Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Étranger	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	23 419 615 000	53 000 000
	Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	12 790 670 000	106 000 000
	Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	81 900 000
	Ministère de la Culture	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	9 900 266 000	33 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	33 387 000 000	30 680 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-192 000 000
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-1 212 580 000
	Charges non Réparties	Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	9 200 000 000	1 000 000 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	25 188 000 000	100 000 000
	Présidence de la République	Comptes Spéciaux du Trésor	Arrêté de virements de crédits	500 000 000	0
	Primature	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	3 866 604 000	0
	Ministère des Forces Armées	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	28 271 390 000	0
	Ministère de l'Intérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	14 623 136 000	0
	Ministère de l'Intérieur	Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	37 026 000 000	200 000 000
	Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	12 790 670 000	0
	Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	0
	Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	1 400 000 000	0
	Min. Tourisme	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	401 099 000	0
	Min. Tourisme	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	575 000 000	0
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	33 387 000 000	0
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-215 000 000
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	32 725 000 000	15 000 000	
	Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	0

Date acte	Libelle Section	Libelle titre	Libelle acte	Dotation initiale	Montant acte
Septembre	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-500 000 000
	Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	123 456 421 000	500 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	23 419 615 000	40 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	12 790 670 000	150 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-190 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	23 419 615 000	40 000 000
	Ministère de l'Intérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	14 623 136 000	70 000 000
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	2 809 728 000	8 780 000
	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	2 116 656 000	50 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	-168 780 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	23 419 615 000	0
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	23 419 615 000	0
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	2 160 000 000	0
	Septembre	Ministère des Forces Armées	Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	28 271 390 000
Ministère de l'Intérieur		Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	14 623 136 000	-200 000 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural		Transferts courants	Arrêté de virements de crédits	26 607 148 000	50 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan		Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	12 790 670 000	10 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan		Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	17 233 300 000	0
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan		Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	49 746 560 000	50 000 000
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME		Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	405 607 000	39 000 000
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie		Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	1 400 000 000	0
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	7 675 537 000	0
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	33 387 000 000	0
Charges non Réparties		Dépenses de fonctionnement	Arrêté de virements de crédits	120 914 897 000	101 000 000
Charges non Réparties		Investissements exécutés par l'état	Arrêté de virements de crédits	30 000 000 000	-60 000 000
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire		Transfert en capital	Arrêté de virements de crédits	32 725 000 000	10 000 000